

LE CHS-CT DE LOIRE ATLANTIQUE SE REUNIT POUR LA 1ère FOIS DANS SA NOUVELLE CONFIGURATION...

Le CHS CT de Loire Atlantique a vu le jour le 29 mars 2012. Institué par le Décret 2011-774 du 28 juin 2011, cette instance n'est plus paritaire (seuls les représentants du personnel votent). Elle a adopté son règlement intérieur. Le secrétaire a également été désigné. Cette instance bénéficie:

- D'un droit de visite et d'enquête (obligatoire dans le cadre d'accident de travail ou de maladie professionnelle),
- D'un droit d'accès dans les locaux de travail sous la forme de visites de services.



Dans ce nouveau cadre, l'ACMO devient "Assistant de prévention".

En préambule de la réunion, l'intersyndicale a présenté sa déclaration liminaire interpellant le Président du CHS CT sur l'impact de ces nouveaux paramètres.

LES ACTIONS :

(Voir le détail en page 2).

Certaines actions ont été refusées, n'entrant pas dans le champ d'intervention du CHS CT.

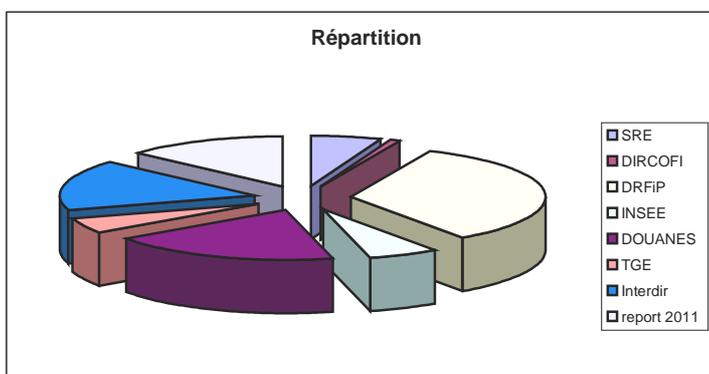
Concernant le financement de la détection incendie de la Recette des Finances de Nantes Municipale, l'intersyndicale a proposé à la DRFIP un cofinancement.

Cette dernière est dans l'incapacité d'évaluer la hauteur de sa participation financière. L'opération ne pourra donc pas démarrer en début d'année. Cette action sera réétudiée, du moins nous l'espérons, lors du prochain CHS CT.

Rappelons qu'en 2011, la modernisation de la sécurité incendie, Quai de Versailles, a fait l'objet d'un cofinancement CHS-DRFIP et qu'à ce jour les travaux n'ont toujours pas démarré. Les crédits engagés en 2011 sont malheureusement perdus et risquent de peser lourds dans le budget 2012 si l'opération se réalise.

La formation "conduite à risques" pour les agents de surveillance des douanes, acceptés en 2011 dans le cadre expérimental, n'est pas reconduite cette année. Ce stage rentre dans le cadre de la formation métier et de fait doit être organisé et financé par l'administration.

Le CHS CT a financé le test permettant d'éliminer les odeurs d'une partie du rez-de-chaussée du bâtiment Anne de Bretagne de Cambronne. La deuxième phase des travaux est du ressort de l'administration, mais celle-ci n'est pas enclin de la réaliser



0		Factures impayées en 2011 suite problèmes Chorus			30 000,00
1	SRE	Porte copies. Rapport MP	06-mars	oui	94,48
2	SRE	Coussin siège . Rapport MP	06-mars	oui	98,07
3	DIRCOFI	2 luminaires sur pied. Rapport MP	06-mars	oui	861,30
4	SRE	Lampe	27-oct	oui	430,65
5	DIRCOFI	Formation SST - session initiale	29-mars	oui	1 380,00
6	SRE	Chariots - Vu DUERP	06-mars	oui	4 114,24
7	SRE	Scé Courrier. 3 tabourets hauts - Rapport MP	06-mars	oui	753,48
8	SRE	Table élévatrice	06-mars	oui	1 002,25
9	DRFiP	Boîtiers défibrillateurs (35 sites)	06-mars	oui	2 983,72
10	DRFiP	3 défibrillateurs	06-mars	oui	5 755,15
11	DRFiP	Remplacement 2 fontaines à eau	06-mars	oui	1 076,40
12	DRFiP	4 fauteuils relax (3 DRFiP + 1 SRE)	06-mars	oui	1 052,00
13	INSEE	Formation Risque routier - Conduite à risque	29-mars	(cf.fiche32)	0,00
14	INSEE	Formation Gestion des Conflits CCI - 2 sessions	06-mars	oui	4 800,00
15	INSEE	Formation manip extincteurs - 2 sessions	29-mars	oui	2 760,00
16	INSEE	Formation SST - session initiale- 1 session	29-mars	oui	1 380,00
17	INSEE	Formation SST- Recyclage- 2 sessions	06-mars	oui	900,00
18	Interdire	Formation Habilitation électrique recyclage	06-mars	oui	
19	INSEE	Antidérapant couloir RA - Vu RHS	06-mars	annulé	
20	INSEE	Antidérapant couloir courrier suite accident	06-mars	oui	2 695,78
21	DRFiP	Chateaubriant - Plans d'évacuation	06-mars	oui	2 061,13
22	DRFiP	RF Nantes - Accueil - tablette PMR- Rapport Antenne	06-mars	oui	288,03
23	DRFiP	Pornic - Monte charges ou ascenseur	29-mars	oui	30 000,00
24	DRFiP	Pornic - Escalier extérieur	06-mars	oui	10 514,63
25	DRFiP	St Nazaire-Pressencé - Extracteur d'air sanitaires	06-mars	oui	2 000,00
26	DRFiP	Bât Anne de Bretagne - Changement de sol	06-mars	refus	
27	DRFiP	RF Nantes - Détection incendie	29-mars	à revoir	
28	DRFiP	St Herblain - Nez de marche escalier intérieur	06-mars	refus	
29	DOUANES	SST recyclages 44-49-72	06-mars	oui	9 000,00
30	DOUANES	SST initiales 44-85	06-mars	oui	5 520,00
31	DOUANES	Tapis de souris et repose poignet - 50	06-mars	oui	507,99
32	Interdire	Formation conduite à risque - 8 x 12 agents	29-mars	oui	36 500,00
33	DOUANES	4 défibrillateurs	06-mars	oui	9 662,82
34	DOUANES	Supports unités centrales - 44-49-72	06-mars	refus	0,00
35	DOUANES	Luminaires sur pied (suite action 2011)	06-mars	à revoir	14 349,61
36	DOUANES	Containers pour tri sélectif	29-mars	oui	1 000,00
37	DOUANES	Formation conduite agents surv - 4 sessions	29-mars	refus	0,00
38	DOUANES	Gants de protection pour test - Rapport MP 49	06-mars	non	920,47
39	TGE	Amb Côte d'Ivoire. Tapis de souris - DUERP	06-mars	oui	114,10
40	TGE	2 fauteuils adaptés sur avis MP	06-mars	oui	611,70
41	TGE	10 Défibrillateurs	06-mars	oui	10 036,14
42	TGE	Roller mouse sur prescription MP	06-mars	oui	339,66
43	DRFiP	Blocs secours BEAULIEU	29-mars	annulé	
44	SRE	Equipement - porte-copies et rollers mouse	29-mars	oui	428,17
45	DRFiP	Site de Versailles - chauffage PRM verrière	29-mars	oui	639,39
46	DRFiP	Nantes municipale - portes automatiques	29-mars	oui	8 197,38
47	DRFiP	Matériels sur avis médical	29-mars	oui	10 643,48
48	SRE	Création de sanitaires	29-mars	oui	6 000,00
49	DOUANES	Création de vestiaires	29-mars	oui	2 202,00
100%	450 781,00			Crédits délégués	360 625,00
80%	360 625,00			Total actions	223 674,22
				Solde disponible	136 950,78

SRE	5,78%	12 921,34
DIRCOFI	1,00%	2 241,30
DRFiP	33,63%	75 211,31
INSEE	5,60%	12 535,78
DOUANES	19,30%	43 162,89
TGE	4,96%	11 101,60
Interdir	16,32%	36 500,00
report 2011	13,41%	30 000,00
		223 674,22

BILAN DE L'UTILISATION DES CREDITS 2011

Sur un budget de 420 565,00 €uros, les engagements ont représenté la somme de 389 474,13 €uros. Le solde non utilisé est de 31 090,87 €uros. A cette somme il y a lieu d'ajouter les crédits programmés qui n'ont pu être utilisés soit un total de 54 621,76 €uros dont environ 30 047 €uros de factures non traitées en 2011 dans CHORUS.

Afin d'éviter les reports de factures d'une année sur l'autre, la date de la dernière réunion plénière du CHS CT a été avancée en 2012.

PLAN MINISTERIEL PLURIANNUEL SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL 2012-2014

Quatre axes prioritaires d'actions ont été définis :

- développement de la connaissance du risque,
- prévention des risques psychosociaux et des troubles musculo-squelettiques,
- prévention de l'exposition aux substances cancérigènes, mutagènes et repro-toxiques et à des contraintes de pénibilité particulières,
- amélioration continue de l'existant.



Cette démarche est encadrée par la note d'orientation ministérielle 2012.

Il en ressort que les agents auront accès aux relevés de décision des CHS CT via l'intranet local pour la DRFiP, INSEE et un message pour les douaniers

COMPTE-RENDU DES VISITES DE POSTES PAR LE MEDECIN DE PREVENTION

- SERVICE FACTURIER

Le médecin est intervenu pour une étude de l'éclairage des bureaux. Il en ressort un besoin d'éclairage complémentaire sous la forme de lampadaires de bureau de 55 Watt. **Vos représentants FO sont intervenus afin que l'administration prévoie l'installation électrique adéquate pour la mise en place de ces lampadaires.**

- CENTRE DE GESTION DES RETRAITES

Suite à la demande du CHS CT, le médecin de prévention est intervenu pour effectuer une étude sur la situation de <mal-être> des agents de ce service restructuré. Ce service a du faire face à une augmentation de sa charge de travail alors même que le nouvel effectif implanté n'avait pas terminé sa formation de base.

Le résultat de cette étude basée sur les réponses données aux différents questionnaires comparé à un référentiel national est sans équivoque. Pour un taux de réponses de 92%, 62% des agents sont tendus.

L'intensité du travail, les longues périodes de concentration et le besoin de rapidité sont au vu du résultat de l'enquête les facteurs déclenchant de ce mal être. A cela s'ajoute le sentiment de ne pas être écouté. La bonne coopération entre agents a permis de réduire les tensions.

Les principales demandes des agents sont :

1 -Plus de concertation et de réunion d'information de travail

Réponse de l'administration : le chef de service a été invité à organiser des rencontres.

2- Des effectifs adaptés

Réponse de l'administration : l'effectif est bien calculé

3- Simplification de certaines procédures

Réponse de l'administration : les procédures dépendent de la réglementation nationale.

4- Moins de hiérarchisation

Réponse de l'administration : que doit-on comprendre dans le terme "hiérarchisation..."

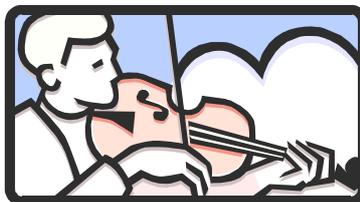
Plus de reconnaissance du travail fourni

Réponse de l'administration : la reconnaissance n'est pas forcément pécuniaire

Adaptation du portefeuille au temps partiel

Réponse de l'administration : cette mesure a été prise

Aujourd'hui, d'après le médecin, la situation s'est améliorée, néanmoins il reste des fragilités pour lesquelles le médecin reste vigilant.



DUERP DE LA TGE POUR LES TRESORERIES AUPRES DES AMBASSADES DE FRANCE

Depuis 2011, la Trésorerie Générale pour l'Etranger est responsable des seize trésoreries des Ambassades de France. A ce titre elle nous présente le Document unique des évaluations des risques professionnels (DUERP). Les chefs de postes et leurs adjoints ont été formés en 2010 et ont pu élaborer leur DUERP pour la première fois.

Compte tenu des spécificités des différents pays concernés, le document présenté au CHS CT ne peut être harmonisé. L'ensemble des risques classés "intolérables" a été traité hormis le cas de la Trésorerie de Côte d'Ivoire qui est toujours en attente de devis pour une formation "conduite à risques".

Les syndicats se sont étonnés de la non prise en compte des risques psychosociaux résultant de la modification des statuts des agents nommés à l'étranger. En effet, les premiers contrats signés arrivent à échéance, cela entraîne pour l'ensemble de ces personnels un certain stress en cas de refus de renouvellement. Pour l'administration le sujet n'ayant pas été abordé par les agents il n'y avait pas lieu d'en parler.

Le DUERP a été validé.



QUESTIONS DIVERSES

- Enquêtrices INSEE : un CHS CT particulier pour le réseau des enquêteurs a été annoncé mais à ce jour aucune information officielle ne nous est parvenue. Ce CHS CT concernera environ 1000 personnes soit 600 équivalents temps plein (ETP).
- Le syndicat FO Finances soutient l'action des médecins de prévention. Ceux-ci demandent à ce que le recalcul des émoluments de leur carrière soit effectué au-delà de la date de prescription. Dans l'attente, les médecins de prévention sont en grève administrative et ne remettront pas leur rapport annuel à l'administration.

Les élus FO en CHS	Philippe NOBILET FO DGFIP Titulaire	Patricia DAVID FO INSEE Suppléante	J-Luc LE CALVEZ FO DGFIP expert
-------------------------------	--	---	--

